



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Joyeux Noël!



Initiative sur le renvoi des étrangers criminels

3

Le Conseil des Etats refuse d'expulser les étrangers criminels

Interview avec notre conseiller fédéral

8-9

Aujourd'hui, l'UDC est un parti d'opposition

Prévoyance -vieillesse 2020

13

Le Conseil fédéral veut-il asphyxier la Suisse?





L'UDC Vaud a organisé un stand le 29 novembre à Yverdon. Ici, le conseiller national Jean-Pierre Grin (droite) et le candidat à la municipalité, Pascal Gafner en compagnie de notre chien de garde Willy.



L'UDC lucernoise est également allée discuter avec la population dans les rues de Willisau.



Avec son véhicule électoral «Piaggio», l'UDC souhaite créer une ambiance chaleureuse pour discuter avec les gens, en buvant un verre et en mangeant un morceau.

Drame devant la crèche



Peu avant les Fêtes, le Parlement de centre-gauche a pris des décisions historiques mais fondamentalement dommageables pour la Suisse.

Le Conseil des Etats a par exemple décidé qu'il ne fallait pas continuer à expulser systématiquement les étrangers criminels. Avec l'introduction de la soi-disante clause de rigueur, qui permet d'empêcher toute expulsion, voilà qu'il retombe ainsi dans le concept inefficace du contre-projet qu'il avait proposé à l'époque, contre-projet qui a été clairement refusé par le peuple et les cantons. Donc, au lieu de renvoyer quelque 18'000 étrangers criminels, on continuera à l'avenir à n'expulser du pays que 500 criminels par année.

Les conseillers aux Etats ignorent ainsi de manière flagrante la décision prise par le peuple en 2010. Il est donc clair, avant même la procédure d'élimination des divergences, qu'une votation sur une initiative d'application est incontournable. Le Conseil des Etats est toutefois parvenu à faire en sorte, par des petits jeux tactiques, que cette votation soit renvoyée à plus tard et organisée après les élections 2015 seulement.

Stratégie énergétique 2050 – une aberration fatale

Au Conseil national, les jalons pour l'approvisionnement de la Suisse en électricité ont été mal posés. La stratégie énergétique 2050 aura pour conséquence que nous aurons à l'avenir moins de sécurité au niveau de l'approvisionnement et que celui-ci se fera à des prix nettement plus élevés, que ce soit pour l'électricité ou l'énergie. La facture sera une fois de plus envoyée aux classes moyennes et aux PME. Une famille de quatre personnes devra donc s'attendre, compte tenu des décisions prises, à des coûts de l'énergie supplémentaires de l'ordre de 1000 francs par année.

Stopper maintenant l'immigration de masse!

Au début de l'année, le Conseil fédéral présente la législation de mise en œuvre concernant l'initiative populaire «contre l'immigration massive» lancée par l'UDC et acceptée en votation. La mise en œuvre de la nouvelle disposition constitutionnelle se trouvera donc dans la phase décisive. Le peuple suisse veut une gestion autonome de l'immigration et une limitation de cette dernière, il s'attend donc à raison que cela soit mis en œuvre rapidement et de manière conséquente.

Comme vous pouvez le constater, le combat continue également en 2015. Raison de plus pour vous souhaiter un Noël serein et paisible, et beaucoup de force pour la nouvelle année.

A handwritten signature in blue ink, likely of Toni Brunner.

Toni Brunner, conseiller national, président de l'UDC Suisse

Qui pense aux victimes?

La direction de l'UDC a rappelé dans une lettre adressée à tous les conseillers aux Etats la responsabilité de ces derniers vis-à-vis des victimes de crimes violents pour la mise en œuvre de l'initiative sur l'expulsion des étrangers criminels. Cela n'a servi à rien: le Conseil des Etats veut également édulcorer cette mise en œuvre en introduisant une clause de rigueur, clause qui fera que ce ne seront pas plus de criminels qui pourront être renvoyés que ce n'est le cas aujourd'hui selon la loi en vigueur, à savoir près de 500 personnes par année. Si l'on suit toutefois la décision du peuple et la volonté de l'UDC, ce nombre pourrait s'élever jusqu'à 18'000 selon les calculs de l'Office fédéral des migrations. Le dernier mot pourrait bien revenir au peuple avec l'initiative d'application.

Le 28 novembre 2010, le peuple et les cantons acceptaient l'initiative sur le renvoi lancée par l'UDC, initiative selon laquelle les étrangers coupables de crimes graves et qui abusent de notre système social doivent être expulsés sans autre de notre pays. L'administration, le Conseil fédéral et les chambres fédérales bricolent depuis quatre ans maintenant à la mise en œuvre légale de la nouvelle disposition constitutionnelle.

Depuis quatre ans, il n'y a pas eu un seul étranger criminel en plus qui a été renvoyé de la Suisse. Selon la nouvelle disposition constitutionnelle, ce sont, si l'on se base sur les estimations de la Confédération, entre 10'000 et 20'000 étrangers

qui devraient être expulsés chaque année. Voilà qui rendrait la Suisse plus sûre et donnerait un signal clair que nous ne tolérons pas chez nous les étrangers qui abusent de notre hospitalité.

Le 27 novembre 2014, la direction de l'UDC demandait dans une lettre adressée à toutes les conseillères et à tous les conseillers aux Etats de mettre en œuvre à la lettre l'initiative populaire. Le Con-

seil national, première chambre à se prononcer sur cet objet, l'avait prévu ainsi. Mais le Conseil des Etats en décida autrement et opta à nouveau pour une clause de rigueur. L'objet repasse maintenant à nouveau au Conseil national pour éliminer les divergences. Si celui-ci devait s'aligner sur la position du Conseil des Etats, alors la chose serait claire pour l'UDC: l'initiative d'application doit être soumise au peuple.

«Le souverain s'est prononcé clairement pour le renvoi automatique. Il n'y a pas à ergoter à ce propos.»

PETER FÖHN, CONSEILLER AUX ETATS
DU CANTON DE SCHWYTZ



4 ANS

NOMBRE D'EXPULSIONS D'ÉTRANGERS CRIMINELS PROPOSÉ PAR ANNÉE:

CONSEIL FEDERAL ET CONSEIL DES ÉTATS

0-4'000

CONSEIL NATIONAL

~10'000

PEUPLE SUISSE ET UDC

~18'000

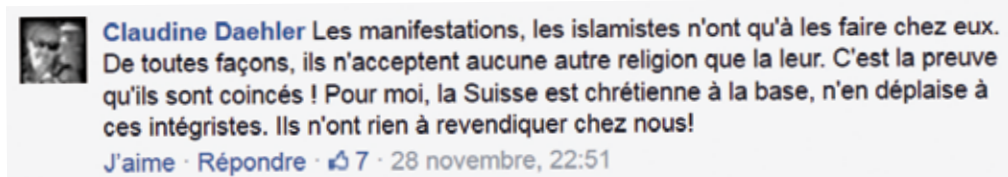
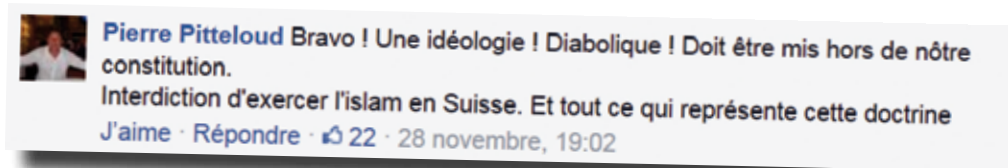
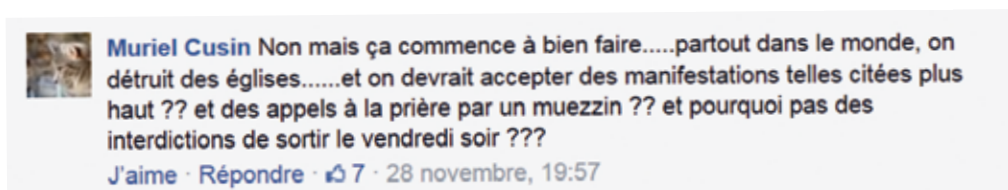
ET LES VICTIMES, QU'EN PENSENT-ELLES?

4 Facebook UDC

Cela s'est passé sur facebook



Quelques commentaires...



**Suivez-nous
sur nos pages
facebook!**

facebook.com/UDCch



facebook.com/udcwilly



Un Parlement amorphe

La manière dont le Parlement suisse a fêté, le 9 décembre, dans la salle du Conseil national, le 40e anniversaire de la ratification par la Suisse de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) doit donner à réfléchir.

Le point d'orgue de cette célébration fut un discours du président de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Au moment de sa signature, le contenu de la CEDH reflétait la tradition juridique de la Suisse dans le domaine des droits de l'homme et n'est donc pas contestable en tant que telle. En revanche, ladite convention n'a cessé d'être développée – et, malheureusement, politisée – ces dernières années par la pratique et la jurisprudence des juges de Strasbourg. Avec comme objectifs sous l'appellation «droits humains» la libre immigration et la naturalisation automatique.

Le problème ne réside pas dans la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), mais dans le danger de voir les juges de Strasbourg se transformer de facto en politiciens. L'interprétation expansive de la convention limite toujours plus l'autodétermination de la Suisse dans la mise en œuvre de ses lois et de

chacun peut rester dans le pays de son choix; c'est là notre but final.»

Abus des droits humains

Le danger est en effet très grand que les principaux tribunaux européens se politisent. On le remarque évidemment à la Cour européenne, qui considérait que son mandat était d'«harmoniser»

«Si on abuse en sus de l'expression «droit de l'homme» et que l'on contraint la Suisse à accepter la libre immigration, alors on aura dépassé toutes les bornes.»

libre immigration, alors on aura dépassé toutes les bornes. Et si l'on ne peut même plus contraindre des criminels dangereux de quitter notre pays, alors cela est totalement inacceptable.

Nous ne voulons pas de juges étrangers

L'UDC exige avec sa nouvelle initiative que le droit mis en œuvre par le peuple suisse doit prévaloir sur le droit international (à l'exception du droit international contraignant). Cela signifie évidemment aussi que des accords internationaux pourront à nouveau être résiliés si le peuple

LUZI STAMM

suisse prend de nouvelles décisions par le biais des urnes (si on nous demande par exemple de renforcer les dispositions en matière de protection des animaux ou si nous exigeons l'expulsion des criminels). Nous ne voulons pas de juges étrangers, cela était valable il y a 700 ans tout comme aujourd'hui.

Dans le cadre de la célébration des 40 ans de la ratification de la CEDH par la Suisse, un débat critique aurait été souhaitable, un débat sur le développement de la CEDH, son interprétation et sa politisation. Les voix critiques se font de plus en plus insistantes, et pas seulement au sein de l'UDC. Une célébration au Parlement sans un seul mot critique peut signifier que la CEDH bien intentionnée peut être étendue toujours plus. Aux frais de la seule et unique «démocratie directe» au monde qu'est la Suisse.



Par bonheur, nous les chiens ne subissons pas les décisions de juges étrangers. Mes choix, je les fais seul!

Willy, chien de garde

ses dispositions constitutionnelles décidées démocratiquement. J'ai moi-même été parlementaire pendant quatre ans au Conseil de l'Europe à Strasbourg, et je connais les juges. L'un d'entre eux m'a dit une fois à l'époque, entre quatre-yeux: «Liberté d'établissement, immigration libre, naturalisation automatique,

Le juge fédéral Schubarth a utilisé l'expression «coup d'Etat» dans le contexte du droit jurisprudentiel, ce après que des juges ont interprété des lois selon leur bon vouloir et donc établi leur propre droit. Si on abuse en sus de l'expression «droit de l'homme» et que l'on contraint la Suisse à accepter la



Luzi Stamm,
conseiller national,
Baden (AG)

Les parlementaires UDC «proches de vous»

Les conseillers nationaux et aux Etats UDC ont, après chaque session, le mandat d'aller vers le peuple et de lui faire part des succès et des défaites obtenus. Cela peut prendre la forme d'une manifestation classique dans une salle, mais aussi d'une action derrière un stand. Ce qui est important ici est que nos parlementaires se rendent auprès des gens et qu'ils les informent de vive voix.

Vous trouverez ici toutes les manifestations où vous pouvez être informés directement de la situation par les parlementaires UDC. Profitez de cette possibilité d'entendre nos représentants et participez à l'une ou l'autre de ces manifestations ou action de stand.

En 2015, en lieu et place des rassemblements classiques en salle, davantage d'actions en plein air et proches des gens seront mises sur pied. Nous comptons pour ce faire sur l'aide de toutes les sections. Faites-nous donc parvenir à l'avance les dates que vous avez fixées par Email à l'adresse gurtner@udc.ch, afin que nous puissions les publier. Vous pouvez ensuite nous envoyer des photos de la manifestation, que nous publierons volontiers dans le Franc-Parler.

Nous sommes LE parti du peuple suisse, nous sommes donc également proches de la population!


Adrian Amstutz
Président du groupe



Argovie



Flückiger Sylvia, conseillère nationale
15 décembre, 19h30
Gehren Erlinsbach



Giezendanner Ulrich, conseiller national
Aucun événement



Killer Hans, conseiller national
13 décembre, 11h00
Tägerhard Wettingen



Reimann Maximilian, conseiller national
Aucun événement



Stamm Luzi, conseiller national
Aucun événement



Knecht Hansjörg, conseiller national
13 décembre, 11h00
Tägerhard Wettingen

Berne



Aebi Andreas, conseiller national
29 novembre 12h00
SVP Suppentag, Gemeindezentrum, Affoltern



Amstutz Adrian, conseiller national
22 décembre, 20h00
Rest. Rössli, Uetendorf



Joder Rudolf, conseiller national
Aucun événement



Rösti Albert, conseiller national
22 décembre, 20h00
Rest. Rössli, Uetendorf



von Siebenthal Erich, conseiller national
13 janvier, 20h00
Rest. Tiermatti, Schwenden



Geissbühler Andrea, conseillère nationale
29 janvier, 19h00
Röhrehütte, Bärswil



Pieren Nadja, conseillère nationale
28 novembre, en soirée
Weihnachtsmärit Konolfingen

7 décembre, toute la journée
Adventsmärit Burgdorf

10 décembre, 20h00
Rest. Emmenbrücke, Lützelflüh



Wandfluh Hansruedi, conseiller national
13 janvier, 20h00
Rest. Tiermatti, Schwenden

Bâle Campagne



de Courten Thomas, conseiller national
9 décembre, 19h30
Hotel Alfa, Birsfelden



Miesch Christian, conseiller national
9 décembre, 19h30
Hotel Alfa, Birsfelden



Bâle Ville



Frehner Sebastian, conseiller national
Aucun événement



Genève



Amaudruz Céline, conseillère nationale
Aucun événement



Fribourg




Rime Jean-François, conseiller national
Aucun événement



Nidegger Yves, conseiller national
Aucun événement




Glaris



Höslí Werner, conseiller aux Etats
Aucun événement




Grisons



Brand Heinz, conseiller national
12 janvier, 19h30
Centro regionale di servizi, Roveredo




Neuchâtel




Clottu Raymond, conseiller national
Aucun événement




Nidwald




Keller Peter, conseiller national
Aucun événement



Lucerne




Estermann Yvette, conseillère nationale
29 janvier, 20h00
Rest. Obernau, Kriens/Obernau




Müri Felix, conseiller national
19 janvier, 20h00
Rest. Mühleholz, Retschwil



St-Gall




Brunner Toni, conseiller national
13 décembre, 14h00
Haus der Freiheit, Ebnat-Kappel



Müller Thomas, conseiller national
Aucun événement




Büchel Roland Rino, conseiller national
5 décembre, 18h30
Heerbrugg, Feuerwehrdepot/Werkhof



Reimann Lukas, conseiller national
19 décembre, 20h00
Rest. Wildberg, Jonschwil



Schaffhouse




Hurter Thomas, conseiller national
12 décembre, 20h00
Haus der Wirtschaft in Schaffhausen




Germann Hannes, conseiller aux Etats
12 décembre, 20h00
Haus der Wirtschaft in Schaffhausen



Soleure




Borer Roland, conseiller national
12 décembre, 19h00
Rest. Stalden, Solothurn




Wobmann Walter, conseiller national
12 décembre, 19h00
Rest. Stalden, Solothurn




Schwytz




Schwander Pirmin, conseiller national
20 janvier, 20h00
Rest. Distel, Rothenthurm



Föhn Peter, conseiller aux Etats
Aucun événement




Kuprecht Alex, conseiller aux Etats
Aucun événement




Thurgovie




Eberle Roland, conseiller aux Etats
4 janvier, 11h00
Pfadiheim Mühlweid, Weinfelden



Herzog Verena, conseillère nationale
1 janvier, 15h00
Mattenhof, Diessenhofen
3 janvier, 10h00
Ochsen Braunau
22 janvier, 19h30
Schulhaus Buch bei Frauenfeld




Walter Hansjörg, conseiller national
3 janvier, 10h00
Ochsen Braunau



Hausammann Markus, conseiller national
22 janvier, 19h30
Schulhaus Buch bei Frauenfeld



Tessin




Rusconi Pierre, conseiller national
9 décembre, 21h00
Rest. Alla Bricola, Rivera




Vaud




Veillon Pierre-François, conseiller national
Aucun événement



Bugnon André, conseiller national
20 janvier, 20h00
Rest. Le bon vin, Chardonne




Grin Jean-Pierre, conseiller national
20 janvier, 20h00
Rest. Le bon vin, Chardonne



Parmelin Guy, conseiller national
20 janvier, 20h00
Rest. Le bon vin, Chardonne




Valais



Freysinger Oskar, conseiller national
Aucun événement




Zoug




Aeschi Thomas, conseiller national
15 décembre, 19h30
Rest. Sport Inn, Waldmannhalle, Baar




Zurich




Binder Max, conseiller national
Aucun événement




Fehr Hans, conseiller national
21 janvier, 19h15
Glockenhof Zürich




Mörgeli Christoph, conseiller national
22 décembre, 20h00
Gasthof Hirschen, 8340 Hinwil




Bortoluzzi Toni, conseiller national
7 décembre, 10h00
Chausemarkt, Affoltern a.A.




Heer Alfred, conseiller national
24 janvier, 10h00
Schwamendingerplatz, Zürich




Rickli Natalie, conseillère nationale
13 décembre, 10h00
Gasthof Höfli, Otelfingen




Schibli Ernst, conseiller national
9 janvier, 20h00
Schützenhaus, Otelfingen




Egloff Hans, conseiller national
13 décembre, 11h00
Rest. Frohsinn, Uitikon Waldegg



Matter Thomas, conseiller national
5 février, 14h00
Kunsthau Zürich, Vortragssaal



Rutz Gregor, conseiller national
13 décembre, 10h30
Rest. Schützenstube, Küsnacht



Stahl Jürg, conseiller national
12 janvier, 19h00
Sagi Bertschikon

8 Interview avec notre conseiller fédéral

«Aujourd'hui, l'UDC est

Franc-parler: Comment vous expliquez-vous l'irrésistible ascension de l'UDC depuis 1991?

Ueli Maurer: Je l'explique par les buts qui sont les nôtres, à savoir pas d'adhésion à l'UE, des impôts plus bas et le renvoi des étrangers criminels, ainsi que par la faiblesse des autres partis.

Pendant votre présidence du parti, 12 partis cantonaux et 600 sections ont été créés. Qu'est-ce qui vous a aidé dans cette entreprise, et quels ont été les obstacles?

Le facteur décisif, ce sont les personnes. Il y en a beaucoup qui veulent jouer un rôle de leader, mais peu qui étaient vraiment faits pour ça.

A quelles qualités personnelles cela tient-il?

Il faut non pas se focaliser sur sa personne, mais sur la chose en soi. Il faut également une certaine pugnacité pour atteindre ses buts. Nous avons régulièrement des doutes quant à la possibilité de voir émerger certaines nouvelles créations. Nous avons dû exploiter à fond la vague de succès que nous connaissions à l'époque. Nous avons encore du potentiel dans les cantons catholiques et en Suisse romande.

Quand y aura-t-il à nouveau un deuxième conseiller fédéral UDC?

Le plus rapidement possible, il faut

l'espérer. Compte tenu de sa force électorale, le parti a droit à avoir un deuxième siège au Conseil fédéral.

Quelles sont les conséquences dans la politique réelle de notre sous-représentation au Conseil fédéral?

Cela rend difficile la recherche de compromis raisonnables. On essaie de nous marginaliser, ce qui ne manque pas de susciter de la frustration et de la colère chez les électeurs. Avec un deuxième

«Nous avons encore du potentiel dans les cantons catholiques et en Suisse romande.»

UELI MAURER

conseiller fédéral UDC, la Suisse serait plus tranquille et parviendrait à des solutions plus équilibrées. Aujourd'hui, l'UDC est un parti d'opposition.

La Suisse réussit dans le monde depuis plus de 100 ans. Quels sont les principaux ingrédients de notre succès?

La stabilité politique – et donc la prévisibilité qui en découle –, la capacité, la formation, la modestie, la précision et l'ouverture au monde. Nous avons une expérience particulière pour trouver des solutions dans une diversité culturelle. La sollicitude en est l'une des conséquences.

Devons-nous avoir peur aujourd'hui d'un Islam agressif en Suisse?

(silence) Non. Les Musulmans sont plus intégrés en Suisse qu'ailleurs et auraient trop à perdre s'ils prenaient des risques. Mais nous devons partir de l'idée que l'Islam essaie en Suisse aussi de renforcer sa position et de gagner en influence. La radicalisation se limite vraisemblablement à certaines personnes et à certains cercles.

Quel est votre plus gros souci concernant nos institutions étatiques et notre culture politique?

Les tentatives de retirer de plus en plus au peuple le droit de participation, et la création d'un droit supérieur via les accords internationaux. Ces deux tendances font que les citoyens s'intéressent moins à l'Etat. Cela me semble l'évolution la plus dangereuse à long terme. Nous allons déjà dans ce sens. Nous devons stopper cette évolution. Nous devons nous engager pour nos valeurs. L'UDC est le seul parti à le faire aujourd'hui, et il le fait depuis longtemps et de manière conséquente.

Qu'est-ce qui vous a satisfait cette année en tant que chef du DDPS?

Notre armée fonctionne bien, les soldats sont motivés. Il nous faut encore consolider le tout. Nous avons ensuite fait de l'ordre dans le service de renseignement, qui fonctionne aujourd'hui de manière plus efficace et qui se concentre sur ses tâches clés. Enfin, dans le domaine du sport, nous avons introduit un encouragement du sport de compétition.

Qu'est-ce que vous avez le moins apprécié?

Dans l'administration, tout va très lentement ... Et, bien sûr, le refus du Gripen.

Comment allez-vous combler les lacunes dans la défense aérienne?

Nous allons promouvoir l'achat de systèmes sol-air. Le domaine aérien se

Ueli Maurer



Né le 1^{er} décembre 1950 à Wetzikon/ZH

Marié, six enfants

Président de l'UDC Suisse de 1996 à 2008

Conseiller fédéral depuis 2009 (Chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS))

Son symbole préféré de la Suisse: le drapeau

«un parti d'opposition»



développe constamment, par exemple avec des drones sans pilote, qui ne sont plus télécommandés, mais programmés. Et la prochaine génération d'armes sera dominée par le laser.

«Avec un deuxième conseiller fédéral UDC, la Suisse serait plus tranquille et parviendrait à des solutions plus équilibrées. Aujourd'hui, l'UDC est un parti d'opposition.»

UELI MAURER

Egalement pour la Suisse?

Nous sommes indubitablement un équipementier technique intéressant. Le développement de notre propre système dépasserait certainement nos possibilités.

Comment cela a-t-il été possible que l'armée ait pu s'affaiblir à ce point sous la direction de votre prédécesseur à la tête du département?

Vouloir mettre la faute sur quelqu'un en particulier serait certainement erroné. La Suisse suit une tendance générale en Europe. Après la chute du mur de Berlin, les armées ont été réduites de manière incontrôlée. A cela s'est ajouté l'achat de systèmes complexes et chers, sans que leur entretien soit garanti. L'Allemagne et l'Autriche ont à peu près les mêmes problèmes. Avec le recul, je peux constater que la Suisse est l'un des premiers pays à avoir corrigé ce développement incorrect.

Cela a-t-il été difficile de convaincre vos cadres?

Nos cadres ont suivi des formations

internationales. Ils ont suivi ce qu'on leur a enseigné. Je crois que l'élite de notre armée s'est démarquée de cela entretemps. Il a fallu tout un travail de persuasion.

Comment attrape-t-on la peau dure en politique tout en conservant la sensibilité nécessaire pour les choses essentielles?

Il faut une certaine distance par rapport aux thèmes traités. Il faut tout prendre au sérieux, mais toutefois ne pas tout prendre sur sa personne.

Que vous souhaitez-vous pour 2015?

La consolidation du cap actuel du DDPS, que les candidates et les candidats UDC donnent le meilleur d'eux-mêmes lors des élections, ainsi qu'un bon résultat aux élections 2015!

LE CALME. AVANT, PENDANT ET APRÈS LA TEMPÊTE.

La JAGUAR XF avec transmission intégrale intelligente assure un plaisir de conduire illimité, même en conditions difficiles. La technologie d'avant-garde répartit le couple de manière variable sur les roues avant et arrière. Ainsi, la puissance du 3.0 litres V6 suralimenté est transmise à la route avec l'efficacité d'une transmission intégrale, en offrant toutefois des sensations de conduite typiquement JAGUAR.

Découvrez la XF 4x4 dès maintenant chez votre spécialiste JAGUAR à l'occasion d'une course d'essai.

JAGUAR.CH



JAGUAR XF 3.0 I V6 S/C 4x4, 4 portes, 4WD, 340 ch/250 kW, CHF 73'700.-, consommation mixte 9.6 l/100 km, émissions de CO₂ 229 g/km (moyenne de tous les véhicules neufs vendus en Suisse 148 g/km), catégorie de rendement énergétique G. JAGUAR Free Service: 3 ans d'entretien gratuit sans limitation de kilométrage, liquides inclus.



Rééducation par les fonctionnaires de la santé?

Que ce soit par des campagnes provocantes contre le VIH, des études contestables sur l'alcool ou d'autres projets de loi contre le tabagisme, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) joue le rôle du moralisateur qui cherche à éduquer les citoyens ainsi qu'à étatiser et centraliser sans relâche notre système de santé. Voilà qui ne va pas seulement à l'encontre de notre culture de la responsabilité individuelle et qui coûte des millions de francs aux contribuables, mais qui contredit également notre interprétation libérale de la démocratie.

Diverses mesures traduisent l'idéologie de l'OFSP éloignée des intérêts des citoyennes et des citoyens:

- par exemple, le récent lancement d'une campagne VIH plus que douteuse et au contenu pornographique.

- l'OFSP publie régulièrement des études contestables et en instrumente habilement les résultats souhaités avant même que les recherches aient commencé. Derniers exemples en date: les prétendus coûts de la consommation d'alcool pour la société et l'économie ou encore l'étude anti-saucisse.

- la manie de la prévention: la prévention du tabagisme. Incapable d'obtenir une interdiction du tabac par la voie politique, l'OFSP a choisi de multiplier les mesures chicanières, prescriptions, interdictions et restrictions contre les consommateurs et

Rééducation par l'Etat

Les fonctionnaires de la santé de l'OFSP tendent à pousser la société vers une vie prétendument bonne et saine. Un „homme bon et sain“ est non seulement non-fumeur, antialcoolique ou végétarien, mais il est aussi ouvert à toutes les pratiques sexuelles, il est sportif et agit de manière écologique et durable. Un Etat intervenant d'en haut dans la liberté et la responsabilité individuelle des citoyens est à l'opposé de l'idée démocratique: dans une démocratie, le peuple est souverain. C'est le citoyen qui forme l'Etat et non pas l'inverse. Les fonctionnaires n'ont pas la tâche de former les citoyens comme bon leur semble.

La rééducation n'est pas gratuite

On peut en effet aussi diriger le développement de la société par des impôts qui, parallèlement, financent la bureaucratie. Les dépenses de l'OFSP ont augmenté de 11% ces quatre dernières

Chiffre

89'085'600

Francs par an pour des campagnes de prévention douteuses! C'est 89 millions de trop!

2014 de 431 millions de francs par an pour se fixer à 2,9 milliards. Et cela bien que la politique de la santé soit, dans notre organisation étatique, avant tout l'affaire des cantons. Mais dans les cantons aussi, les coûts de la santé augmentent constamment pour atteindre des sommets insoupçonnés jusqu'ici. Il y a longtemps qu'il aurait fallu stopper cette évolution.

L'Office fédéral de la provocation

C'est à juste titre que l'on nomme parfois l'OFSP „office fédéral de la provocation“. L'UDC est la seule force politique de ce pays qui combat concrètement les agissements de l'OFSP. Mais quand les organisations économiques, les associations et les autres partis aideront-ils l'UDC dans cette action de salut public? Ou, en d'autres termes: qui stoppera avec nous l'OFSP?



Espèrent-ils ainsi ternir le goût de mes croquettes préférées et de ma bière de Noël?!?

Willy, chien de garde

la branche jusqu'à ce que le commerce du tabac ne soit plus possible. Le tabac est considéré comme un poison dangereux pour la collectivité que l'on ne peut malheureusement pas interdire, mais dont on peut empêcher la consommation en réduisant la population. Après le tabac et l'alcool, d'autres domaines de la vie suivront, comme le bruit, le laser, le rayonnement UV, la viande, le sucre et la graisse.

années, pour s'inscrire à 2,7 milliards de francs. Conséquence indirecte, les primes des caisses-maladie qui servent à financer cette prise de pouvoir incontrôlée des fonctionnaires ont elles-aussi fortement augmenté. Entre 2007 et 2013, l'effectif de l'OFSP a augmenté de 70 unités pour atteindre un total de 476 employés. Selon le budget 2014, les dépenses croissent entre 2010 et

Sebastian Frehner,
conseiller national,
Bâle (BS)



La paix religieuse: base de la stabilité

Les rapports entre l'Etat et l'Eglise sont une affaire sensible. Ce n'est donc pas pour rien qu'en Suisse la souveraineté en matière ecclésiastique réside dans les cantons, qui ont des traditions tout à fait différentes dans ce domaine. L'immigration massive a entraîné un mélange accru de religions ces dernières années. Ce phénomène soulève de nouvelles questions, auxquelles la politique doit répondre.

par Gregor Rutz, conseiller national, Zurich (ZH)



Le peuple doit pouvoir dire son mot

La plupart des cantons connaissent une reconnaissance constitutionnelle, combinée avec l'octroi d'une personnalité de droit public et des privilèges tels que l'accès aux données, services d'aumônerie ou encore le droit de prélever des impôts. Une réglementation de type constitutionnel exige toujours l'approbation du peuple, ce qui est un point important du point de vue du maintien de la paix religieuse.

Ces derniers temps, la tendance va toutefois dans une autre direction: des «lois de reconnaissance» sont décidées, sur la base desquelles le Parlement ou le gouvernement peut reconnaître directement d'autres collectivités religieuses. Cette «petite reconnaissance» apporte peu de privilèges, mais aussi peu de devoirs. Le canton de Vaud a proposé récemment une telle loi de reconnaissance.

Reconnaître les Musulmans?

La question de la reconnaissance se pose de multiple manière. Tandis que les structures de l'Eglise évangélique et des cantons réformés sont souvent étroitement liées, on a opté la plupart du temps pour

une solution dualiste pour ce qui est de l'Eglise catholique. Est reconnue une entité spécialement constituée en vue de la reconnaissance, et non pas l'Eglise officielle selon le Code de Droit canonique. Cette solution pour le moins bancale fonctionne grosso modo dans la mesure où la culture et la langue en Suisse sont spécifiquement indigènes.

La situation est bien plus complexe en ce qui concerne les communautés islamiques, qui ne sont pas organisées en associations et qui ne sont pas ancrées dans notre pays, ni sur le plan linguistique, ni sur le plan culturel. La reconnaissance d'associations faïtières n'est pas satisfaisante et ne permet pas d'enregistrer les spécificités musulmanes. Une telle manière de procéder – passablement débattue – déboucherait sur des champs de tension indéniables et des solutions illusoire.

Les cantons feraient mieux de privilégier une dissociation de l'Etat et des communautés religieuses. Si tel n'est pas le cas, il ne faudra pas attendre longtemps la première décision judiciaire qui ordonne la reconnaissance au nom du principe de non-discrimination.

De puis que l'Etat fédéral existe, la liberté de conscience et de culte a toujours été garantie, quoique dans certaines limites. Alors que cette liberté était au départ plutôt une mesure permettant de garantir la paix religieuse, les possibilités de développement dont disposent aujourd'hui les individus ainsi que la question du rapport correct entre l'Etat et l'Eglise se sont glissées au premier plan.

La liberté religieuse exige la neutralité de l'Etat vis-à-vis des différentes confessions. En Suisse, le devoir de neutralité n'est pas absolu, comme il l'est en France par exemple: il a en effet ses limites dans la reconnaissance de droit public des collectivités religieuses. Cette reconnaissance existe dans la plupart des cantons, à l'exception de ceux qui ont opté pour un modèle de séparation, à savoir Genève et Neuchâtel.

«Une provocation idiote»

Le Conseil central islamique de Suisse (CCIS) a mis une nouvelle vidéo en ligne, qui ressemble fort à une menace: «Comptez sur nous. Toujours. Partout.» **Le conseiller national Peter Keller** s'est prononcé de manière extrêmement critique contre cette vidéo. Le Nidwaldien a choisi ses mots pour le faire: le clip lui rappelle en partie «une poignée de voyous qui jouent aux Indiens».

Le contenu de cette vidéo est tout sauf drôle. «Le CCIS menace avec un soulèvement musulman et une révolution en Suisse», dit Keller. On y joue avec des images du genre de celles utilisées par des «bandes d'assassins et de violeurs» de la milice sunnite terroriste Etat islamique (EI). Cela n'a rien à voir avec de l'islamophobie si une grande majorité des Suisses, Musulmans compris, refusent cette «provocation idiote». Car, dit-il encore, celles et ceux qui sympathisent aussi ouvertement avec l'EI comme le fait le CCIS «perdent leur crédit auprès de la population».



Le CF veut-il asphyxier la Suisse?

La « mégaréforme » est prête. Et, s'il faut lui reconnaître un point positif, c'est de traiter globalement l'AVS et le 2ème pilier. Pour le reste, force est de constater qu'elle va entraîner une extension considérable de la quote-part de l'Etat avec de nouveaux prélèvements massifs à charge des particuliers et des entreprises pour près de 10 milliards de francs.

Une telle overdose de nouvelles recettes a toutes les chances de tuer le patient et va mener à coup sûr le pays dans une impasse comme le démontrent les quelques exemples suivants:

1) Des milliards supplémentaires issus de la TVA

En projetant une hausse du taux de la TVA en deux étapes de 1,5%, c'est 5 milliards de francs qu'il est prévu de «pomper» dans la poche des citoyens ! Si on ajoute les quelque 5 milliards de francs supplémentaires qui proviendront d'autres prélèvements, on mesure mieux le poids énorme que vont devoir supporter les entreprises et les familles. Lorsque l'on sait en outre que la TVA frappe proportionnellement plus fortement les bas et moyens revenus dont font partie tout spécialement les jeunes, on comprend que la prochaine génération va tout particulièrement «casquer».

2) Les indépendants sont les grands perdants de cette réforme

Ils vont en effet non seulement voir leur taux de cotisation à l'AVS s'aligner vers le haut sur celui des salariés mais aussi perdre la dégressivité de ce même taux lorsque leur revenu est modeste. Comme les éventuels rachats dans le 2ème pilier qu'ils sont amenés à faire, pour autant qu'ils en aient les moyens, dans l'optique d'améliorer sur le tard leur prévoyance professionnelle seront désormais entièrement soumis à l'AVS, on peut vraiment dire que ce sont les dindons de la farce.

3) Diminution de la part de la Confédération au financement de l'AVS

Aujourd'hui, la Confédération participe directement à raison d'un peu plus de 20% au financement du premier pilier. En changeant les règles, Berne envisage de diminuer sa part à la prévoyance-vieillesse. Il n'est tout simplement pas

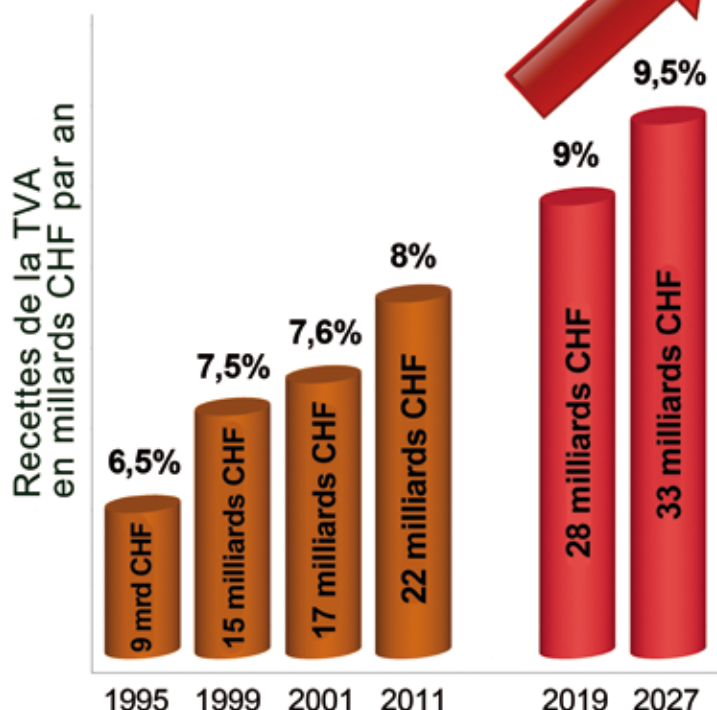
acceptable de vouloir réduire cette participation alors que la Confédération ne cesse par ailleurs d'augmenter ses contributions pour des activités, en particulier sur le plan international, dont l'utilité est plus que sujette à caution.

4) Inquiétante tendance à l'hyper-réglementation dans le 2ème pilier

Plusieurs mesures vont dans la direction d'un interventionnisme accru par le biais de nouvelles contraintes ou exigences de surveillance renforcée. Cela entraîne des coûts supplémentaires massifs et entrave considérablement la marge de manœuvre des caisses de pension. Il serait bien mieux au contraire de proposer la dépolitisation de certains paramètres du 2ème pilier comme le taux de conversion ou le taux d'intérêt minimum et de redonner ainsi plus de marge de manœuvre aux organes dirigeants des institutions de prévoyance.

Augmentation constante des prestations de sécurité sociale sur le dos des contribuables. Y aurait-il un autre objectif derrière tout cela?


Objectif?
15%
TVA minimale de l'UE



Ces quelques considérations montrent bien que ce projet devra être profondément remanié et redimensionné si on veut qu'il soit digestible pour notre économie et nos concitoyens. Il faut certes une réforme de la prévoyance-vieillesse suisse mais pas en recourant massivement à la TVA au risque de tuer la compétitivité de nos entreprises avec toutes les conséquences que cela aurait sur l'emploi et les ménages.

En résumé, OUI à une thérapie raisonnable mais NON à un remède de cheval qui tuera le patient !



Guy Parmelin,
conseiller national,
Bursins (VD)

VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

**Votre annonce lue par
60'000 lecteurs !**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 60'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande. Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**.

Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**



Manifestation publique

Orateur:

Ueli MAURER

Conseiller fédéral
Chef du Département de la Défense, de la
Protection de la population et des Sports

Vendredi 23 janvier 2015, 20 heures, St-Prex

Les sections de Morges et de Nyon la Côte Ouest ont invité Ueli Maurer, conseiller fédéral, à l'occasion de la fête de l'indépendance vaudoise.

Inscription auprès de **Thierry Dubois, Ch.des cerisiers 7,
1182 Gilly. 022 345 55 11 ou thierrydubois@bluewin.ch**

Ma maison – notre Suisse

www.udc-vaud.ch - CCP 10-4168-3



dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN

**BIEN PLUS QU' UNE
IMPRIMERIE ...**

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten
T 062 205 75 75 F 062 205 75 00 www.dietschi.ch

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC Suisse,Parlament.ch, Stefan Marthaler..

Stop aux dépenses excessives

Le 2 décembre 2001, le peuple approuvait le frein à l'endettement avec 84,7% de oui. Depuis, des économies ont été faites et les budgets réduits dans le domaine de l'agriculture et de la défense nationale. Les dépenses ont en revanche augmenté de manière incontrôlée dans les autres domaines. Une fois de plus, la volonté du peuple n'est pas appliquée.

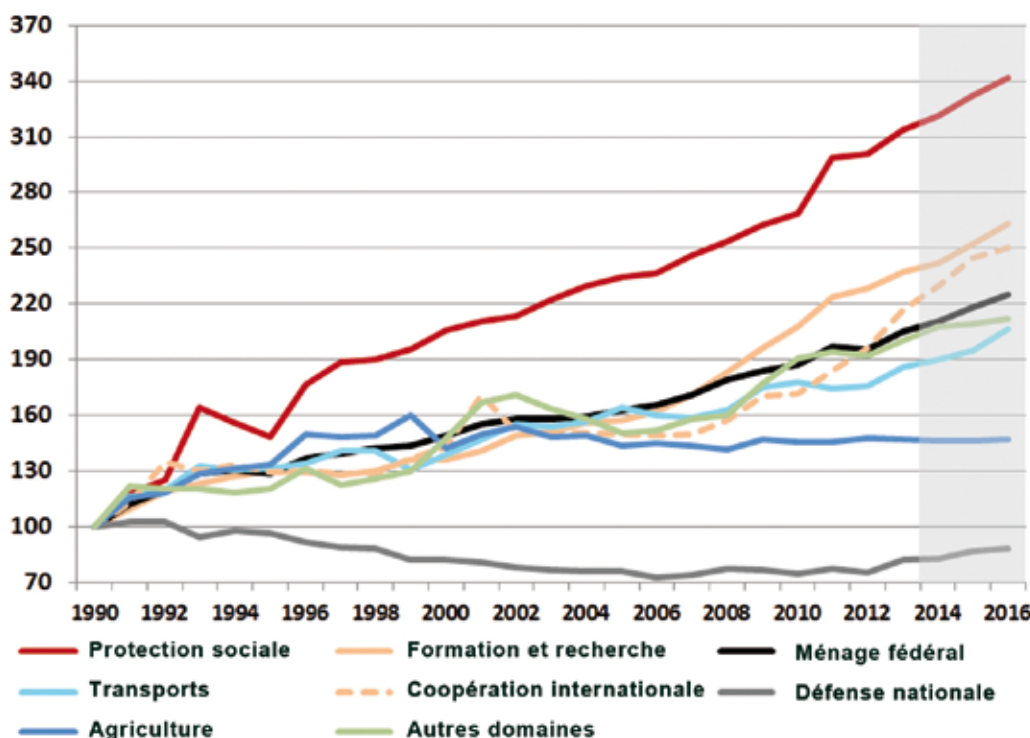
Définition des priorités et abandon de tâches

Le budget 2015 est certes conforme au frein à l'endettement, mais ne présente qu'une marge de manœuvre de 186 millions seulement. Si l'on considère les dépenses totales pour un montant de près de 67 milliards de francs, cela

des priorités. Pendant les débats sur la politique agricole 2014 – 2017 et en vue de la votation populaire sur les milliards destinés aux pays de l'est, elle a rappelé ses promesses au Conseil fédéral et demandé des réductions de l'aide au développement de plus de 120 millions de francs au pro-

ans seulement! La situation n'est pas meilleure dans les cantons et les communes. Les entrées fiscales de la Confédération, des cantons et des communes ainsi que celles des assurances sociales publiques ne cessent d'augmenter. Pour l'année 2015, ces recettes devraient s'inscrire à 213 milliards de francs. Pour l'actuelle population suisse, cela signifie que chaque citoyen, qu'il soit plus ou moins bien loti, paie chaque jour (dimanches et jours fériés compris), directement ou indirectement, 71 francs à l'Etat et aux assurances sociales. En 1990, cette somme était encore de 35 francs. L'UDC réclame donc un frein aux dépenses. Il faut mettre un verrou aux rémunérations étatiques.

Croissance des dépenses de la Confédération par domaine de tâches 1990 – 2017



Source: economieuisse

ne représente que 0,28 pour cent. Ce résultat n'a pu être obtenu que parce que l'on a à nouveau réduit de 3,6 pour cent les dépenses pour l'agriculture, tandis que celles destinées à la défense nationale l'ont été de 3,1 pour cent. Les dépenses de sécurité sociale ont en revanche augmenté de 2,7 pour cent, alors que celles destinées à la formation et à la recherche l'ont été de 2,2 pour cent et celles pour les relations avec l'étranger ont continué à augmenter de 3,7 pour cent. L'UDC avait rejeté cette définition unilatérale

fit de l'agriculture. Les propositions de l'UDC concernant la fixation des priorités et le renoncement à certaines tâches en faveur de la population n'ont toutefois pas été entendues dans les milieux bourgeois.

Frein aux dépenses

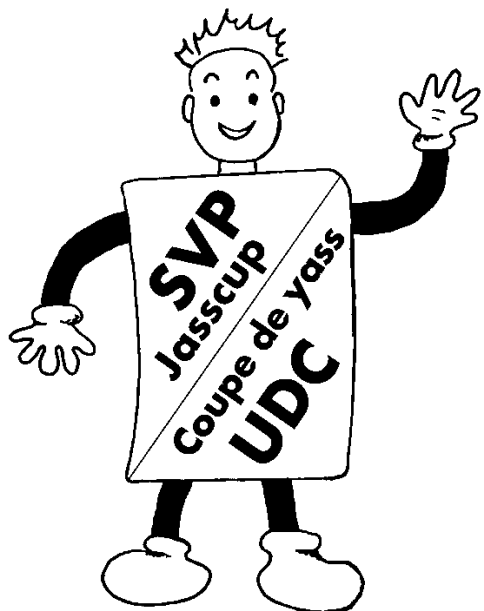
En 1990, les dépenses ordinaires du ménage fédéral s'élevaient à près de 31,6 milliards des francs. Pour l'année 2015, on prévoit des dépenses de plus de 67 milliards de francs, ce qui représente plus du double en 25

Frein à l'endettement également pour les assurances sociales

La protection sociale est le plus gros poste de dépenses. Avec 22,36 milliards de francs, elle prend 33,4 pour cent du budget 2015. Et aucune amélioration n'est en vue pour l'instant. En 1990, les dépenses au titre de la protection sociale s'inscrivaient encore à 8,616 milliards de francs, ce qui représentait environ 21,74 pour cent des dépenses de la Confédération. Ces 25 dernières années, on n'a constaté aucun démantèlement social, comme le prétend contre toute évidence l'industrie sociale qui en profite. Compte tenu de cette évolution incontrôlée, l'UDC exige que les assurances sociales soient elles aussi soumises au frein à l'endettement.



Pirmin Schwander,
conseiller national,
Lachen (SZ)



15^e Coupe nationale UDC de yass

avec le président du Parti Toni Brunner
et des conseillers nationaux et aux
Etats UDC

Samedi, 21 février 2015

10:00 – 16:00 heures
(ouverture des portes à 9h00)

au Casino à Herisau AR

Genre de jeu

Chibre avec partenaire tiré au sort.
4 passes à 12 jeux, 48 jeux comptés.

Types de cartes

Cartes françaises et alémaniques.

Prix

Des prix attractifs. Chaque participant reçoit un
cadeau. Challenge pour le vainqueur

Concours d'estimation:

- 1er prix Fr. 300.-
- 2e prix Fr. 200.-
- 3e prix Fr. 100.-

Coûts d'inscription

- Coûts d'inscription: Fr. 30.-
Le montant d'inscription sera versé à l'entrée
- Repas de midi: Fr. 20.-
Bons en vente à la caisse vers l'entrée

Participants

Tous les politiciens UDC, membres de l'UDC,
sympathisants de l'UDC et amateurs de yass sont
cordialement invités à cette sympathique
manifestation.

Inscription

Pour faciliter notre organisation, nous vous
prions de vous annoncer le plus rapidement
possible avec le talon ci-dessous, par courriel,
par courrier postal ou par fax (nombre de places
limité).

Date limite d'inscription: 13 février 2015

Organisation

UDC Appenzell Rhodes Extérieures sous la direction
du président cantonal Edgar Bischof, du
secrétaire de l'UDC Appenzell Rhodes Extérieures
Ralf Menet, et du conseiller national Felix Müri.

Directeur du tournoi: Fabian Cadonau



Talon d'inscription

Je m'inscris à la 15^e Coupe nationale UDC de yass du samedi 21 février 2015:

☐ Cartes françaises

☐ Cartes alémaniques

☐ Egal

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

NP Lieu: _____

Tél.: _____

Courriel ou fax: _____

Inscription jusqu'au 13 février 2015 au:
Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne
Tél. 031 300 58 58 - Fax 031 300 58 59 - Courriel: betschart@svp.ch